

RAPPORT DU PRÉSIDENT NATIONAL SEPTEMBRE-DÉCEMBRE 2019

Chers confrères, chères consœurs, chers amis,

Comme toujours, les derniers mois ont été bien remplis !

Je sais que les militants du SCFP de tout le pays ont travaillé d'arrache-pied pour s'assurer que nos membres sont bien représentés, que ce soit en relations de travail ou à la table de négociation, tout en protégeant leurs intérêts au niveau politique, devant les conseils municipaux et les assemblées législatives provinciales.

C'est la raison pour laquelle je vous suis reconnaissant d'avoir été si nombreux à vous rendre à Montréal, en octobre, pour participer à notre 29^e congrès national biennal.

Congrès national

Près de 2 200 délégués ont assisté à notre 29^e congrès national biennal à Montréal, du 7 au 11 octobre 2019.

Nous y avons accompli beaucoup de choses, notamment l'adoption de 14 amendements statutaires qui ont contribué à moderniser notre syndicat.

Bon nombre de ces changements portent sur des pratiques de longue date, mais jamais officialisées par écrit, ce qui les rendait difficiles à connaître pour les nouveaux militants. En explicitant ces « règles non écrites » et en les intégrant dans nos statuts, on apporte transparence et responsabilité à notre organisation.

En particulier, l'élection de notre Conseil exécutif national reposait beaucoup sur les coutumes et la tradition, plutôt que sur des règles écrites. Les délégués à Montréal ont choisi de changer cela en adoptant des amendements énonçant clairement la procédure d'élection des vice-présidents généraux, des vice-présidents à la diversité et des vice-présidents régionaux, en plus de définir les rôles et responsabilités de ces postes. Nous avons aussi adopté le vote électronique pour les prochains congrès.

De plus, les congressistes ont approuvé des modifications importantes à la procédure de procès du SCFP. Ces modifications font suite à une étude exhaustive et des consultations auprès des membres et des organismes à charte.

MARK HANCOCK
National President/Président national

CHARLES FLEURY
National Secretary-Treasurer/Secrétaire-trésorier national

DENIS BOLDUC, PAUL FAORO, FRED HAHN, JUDY HENLEY, SHERRY HILLIER
General Vice-Presidents/Vice-présidences générales

La procédure de procès ne fonctionnait pas comme prévu. Elle était frustrante pour les sections locales et servait trop souvent à des fins politiques, ce qui n'a jamais été son intention.

Désormais, les plaintes seront traitées à l'extérieur de la section locale, ce qui éliminera la politique interne du processus de règlement des différends. Un enquêteur indépendant sera affecté aux dossiers; pour ceux qui chemineront vers le procès, on formera un comité composé de membres de la région. Dans le cas d'une plainte pour harcèlement ou discrimination, le plaignant ou la plaignante aura la possibilité de choisir un processus alternatif de règlement de litige.

En outre, nous avons adopté 26 résolutions et orientations stratégiques qui, ensemble, nous donnent un mandat solide pour poursuivre notre rôle de promotion et de protection du travail de nos membres et des services qu'ils fournissent, tout en guidant notre action dans la défense des droits des travailleurs du Canada et du monde entier.

Nous avons déjà rencontré notre équipe de direction pour examiner toutes les décisions prises par le congrès et nous travaillons déjà à l'élaboration d'un plan pour les réaliser. Vous en saurez plus sur le rôle que vous pourrez jouer dans ce plan au cours des prochains mois.

Élections fédérales

Lors des élections générales du 21 octobre, les Canadiens et Canadiennes ont élu un parlement minoritaire, après deux gouvernements majoritaires consécutifs.

Avec 157 sièges, Justin Trudeau conserve son rôle de premier ministre, mais l'opposition conservatrice dispose d'un caucus beaucoup plus fort, avec 121 députés. Le Bloc québécois a remporté 32 sièges, le NPD a été réduit à 24, le Parti vert en a trois et Jody Wilson-Raybould a été élue comme candidate indépendante.

C'est terrible d'avoir perdu autant de députés néo-démocrates, notamment au Québec, à Windsor et en Saskatchewan. Néanmoins, le petit mais puissant caucus néo-démocrate regorge de nouveaux talents impressionnants. Ce fut un privilège d'assister à leur assermentation en novembre. J'ai hâte de travailler avec Jagmeet Singh et sa nouvelle équipe.

Nous sommes prêts à faire pression sur ce nouveau parlement pour qu'il agisse dans les dossiers importants pour nos membres : un régime public universel d'assurance médicaments et l'ajout des soins dentaires à l'assurance maladie; la lutte aux changements climatiques tout en assurant aux travailleurs une transition sûre et équitable lorsque l'économie se transforme; l'abordabilité et l'accessibilité des besoins essentiels (comme le logement) pour tous; et enfin une réconciliation significative avec les peuples autochtones.

Les gouvernements minoritaires libéraux des années 1960, alors que le NPD détenait la balance du pouvoir, nous ont donné l'assurance maladie universelle, le Régime de

pensions du Canada et le Régime des rentes du Québec, le Programme canadien de prêts aux étudiants et des normes du travail fédérales, dont la semaine de travail de 40 heures.

Les libéraux ont également exercé le pouvoir au sein d'un gouvernement minoritaire de 2004 à 2006, période pendant laquelle le mariage des conjoints de même sexe a été adopté. Le NPD a pu négocier des modifications au budget fédéral de 2005, pour annuler des réductions à l'impôt des sociétés en faveur d'un investissement de 4,6 milliards de dollars dans les programmes sociaux et le transport en commun.

Ce nouveau gouvernement minoritaire offre une occasion de changements progressistes. Le SCFP travaillera en étroite collaboration avec les alliés des syndicats et des communautés pour s'assurer que nous les obtenions.

Colombie

Après les élections fédérales, je me suis rendu en Colombie à l'invitation de deux organismes avec lesquels nous travaillons en partenariat par le biais de notre Fonds pour la justice mondiale. J'ai eu la chance de voir le travail essentiel qu'ils accomplissent.

Nous avons voyagé avec NOMADESC, un organisme de recherche et de défense des droits de la personne dirigé par une femme forte et courageuse, Berenice Celeita. Nous avons visité plusieurs communautés confrontées à des défis incroyables.

Nous nous sommes rendus dans la ville portuaire de Buenaventura, plaque tournante des principales routes commerciales du pays, où le développement par des sociétés étrangères d'exploitation des ressources a contraint des milliers d'Autochtones et d'Afro-Colombiens à quitter leur communauté pour s'établir dans une ville qui ne dispose pas du logement, des services et des emplois pour les soutenir.

Il y a deux ans, ces personnes ont uni leurs forces pour fermer la ville pendant 22 jours; elles réclamaient la sécurité et des services essentiels comme l'eau, l'assainissement, les soins de santé et l'éducation pour la communauté. Nous avons rencontré des membres du comité de grève civile. Ils nous ont parlé de leurs luttes. Et j'ai assisté à l'élection de l'un des chefs de cette grève, Victor Vidal, à la mairie de Buenaventura.

Nous sommes également allés à Bahia Malaga, où nous avons visité une communauté qui a résisté à l'empiètement du gouvernement sur ses territoires traditionnels. Ce groupe a réussi à établir une réserve marine protégée, mais il continue de lutter contre l'agrandissement d'une base navale située à proximité.

Nous avons rencontré des dirigeants autochtones de la province de Cauca et nous nous sommes rendus à Tacueyo, où cinq dirigeants autochtones avaient été abattus la veille par des membres d'un groupe paramilitaire. Là-bas, nous avons vu des centaines de citoyens des communautés environnantes se rassembler pour faire leur deuil, mais aussi pour s'organiser et décider collectivement de la suite des choses.

Nous avons passé du temps avec SINTRACUAVALLE. Ce syndicat, qui représente les travailleurs du seul fournisseur public d'eau en Colombie, s'est battu courageusement contre la privatisation de l'eau, face à une opposition parfois violente. Nous avons fait la visite d'une station de traitement des eaux et assisté à une réunion organisée par le syndicat pour les citoyens qui se battent pour des services d'eau publics.

J'ai été profondément inspiré par le courage remarquable des femmes et des hommes que j'ai rencontrés en Colombie. Ceux-ci s'organisent et se battent pour les droits de la personne; ils s'opposent à la corruption et à l'agressivité de l'entreprise privée, malgré une adversité et une riposte violente.

Leur courage me rappelle qu'il y a trop d'endroits dans ce monde, encore aujourd'hui, où il n'est pas toujours prudent de parler publiquement des choses auxquelles on croit, et où on risque sa vie en étant simplement syndicaliste.

Négociation collective, grèves et lock-out

Au cours de la période couverte par le présent rapport, cinq conflits impliquant des moyens de pression ont été résolus.

PROVINCE	SECTION LOCALE	EMPLOYEUR	NOMBRE DE MEMBRES	DÉBUT DE LA GRÈVE	DURÉE (jours)
Alberta	1505	Wood Buffalo Housing	46	10 mai 2019	165
Terre-Neuve-et-Labrador	1761	Ville de Placentia	15	16 juillet 2019	42
Nouveau-Brunswick	1282	Ville de Bathurst	25	25 juillet 2019	61
Colombie-Britannique	441	District scolaire de Saanich	460	28 octobre 2019	20
Ontario	3625	Garderie Something Special Children's Centre	8	1er novembre 2019	17

SCFP 441 : District scolaire de Saanich, Colombie-Britannique

La convention collective avait expiré le 30 juin 2019. La section locale compte environ 460 membres. Elle fait partie du Conseil des présidents de sections locales scolaires et a participé à l'Accord-cadre provincial ratifié à l'été 2018. Les négociations locales, principalement axées sur les questions monétaires, ont débuté le 29 avril 2019. Les parties se sont retrouvées dans l'impasse le 26 juin. Cette grève a pris fin le 17 novembre avec la ratification d'une nouvelle convention collective prévoyant des augmentations de salaire de deux pour cent par an dans le cadre d'un contrat de trois ans, ainsi que des mesures importantes pour remédier à la disparité des salaires dans la région.

SCFP 3625 : Garderie Something Special Children's Centre, Ontario

La section locale 3625 a été mise en lock-out le 1^{er} novembre. Celui-ci exigeait des concessions sur les assurances collectives de ces huit travailleurs. Le lock-out a pris fin le 18 novembre avec la ratification d'une convention collective qui visait à contrer les concessions demandées dans les congés de maladie.

SCFP 1505 : Wood Buffalo Housing, Alberta

Wood Buffalo Housing (WBH) de Fort McMurray a placé en lock-out ses 49 employés le 10 mai 2019. Ces syndiqués ont dû faire du piquetage. Le 22 octobre, après 165 jours, les membres ont ratifié une convention collective de deux ans. WBH est une filiale à but non lucratif de la Municipalité régionale de Wood Buffalo. Elle fournit des logements aux citoyens de Fort McMurray.

SCFP 1761 : Ville de Placentia, Terre-Neuve-et-Labrador

Les employés municipaux de Placentia, à Terre-Neuve-et-Labrador (SCFP 1761) ont ratifié une convention collective le 28 août, mettant fin à leur grève qui avait débuté le 16 juillet 2019. Malgré l'insistance de l'employeur, la section locale a pu éviter un gel salarial de quatre ans. Elle a obtenu une prime à la signature et des augmentations pour la troisième et la quatrième année du contrat. Elle a aussi contré une demande de l'employeur qui voulait contrôler les horaires de travail des employés et a réalisé des gains, notamment l'accès aux congés de maladie pour les employés à temps partiel et occasionnels.

SCFP 1282 : Ville de Bathurst, Nouveau-Brunswick

Le SCFP 1282 a ratifié une convention collective de cinq ans avec la ville de Bathurst après un lock-out de 61 jours. L'entente prévoit une prime à la signature et des augmentations pour toutes les classes d'emplois (l'employeur avait proposé de geler certaines classes). Les 22 travailleurs de cette petite section locale ont eu droit à

beaucoup de soutien de l'ensemble du pays, ce qui a permis de maintenir la solidarité sur la ligne de piquetage.

CSCSO

Le 30 septembre, les 55 000 membres du CSCSO ont entamé une semaine de grève du zèle, après avoir voté pour la grève à 93 %. Une entente de principe a été conclue le 6 octobre, au terme d'une fin de semaine complète de négociations intensives. L'entente de trois ans prévoit un pour cent d'augmentation par an et des améliorations aux assurances collectives, aux jours fériés et à la formation. Les votes de ratification ont eu lieu du 15 au 31 octobre; l'accord a été ratifié à 79 %. Reste maintenant les négociations locales.

Négociations sans lock-out ni grève

SCFP 2142 : Les Municipalités unies de Dysart, Ontario

Le SCFP 2142 a ratifié une convention collective d'une durée de quatre ans qui comprend les employés de la voirie, les opérateurs de machinerie, les mécaniciens et les contremaîtres. Les gains pécuniaires totalisent 8,25 % sur quatre ans. L'entente inclut des augmentations aux allocations pour chaussures, outils et vêtements, un rehaussement du plafond de la banque d'heures supplémentaires renouvelable en tout temps au cours de l'année, et l'ajout d'un article sur les horaires de travail.

SCFP 5512 : Division scolaire Prairie South, Saskatchewan

Après un mandat de grève fort de ses 422 travailleurs scolaires, le SCFP 5512 est parvenue à un accord avec la division scolaire de la Saskatchewan Prairie South. Le syndicat a obtenu un certain nombre d'améliorations monétaires et non monétaires, notamment une augmentation salariale totalisant 5,5 % sur la durée du contrat, une prime à la signature de 700 \$ et le maintien d'une prestation de retraite. La nouvelle convention est en vigueur du 31 août 2017 au 31 août 2022.

Le point sur les régions

Maritimes

Île-du-Prince-Édouard

Le gouvernement minoritaire de l'Île-du-Prince-Édouard bénéficie d'une relative croissance économique et démographique. En octobre, le premier ministre Dennis King a déclaré qu'il rétablirait les élections scolaires. Il a aussi promis d'instaurer une prématernelle quatre ans universelle d'une demi-journée. Il y a aussi des plans pour revoir les pratiques de recrutement et de rétention des travailleurs de la santé, ainsi

qu'un plan pour développer les transports en commun dans l'ensemble de l'île. Et cet automne, le gouvernement a présenté un projet de loi prévoyant des congés pour violence domestique.

En même temps, ce contexte économique favorable crée une pénurie de main-d'œuvre dans le secteur public, particulièrement dans les postes occasionnels et à temps partiel. Plusieurs lieux de travail vivent des problèmes de recrutement et de rétention. Le SCFP-Î.-P.-É. a rencontré des représentants du ministre de l'Éducation pour proposer des solutions à court et à long termes.

Les sections locales 1145, 1770 et 1775, qui étaient en conciliation cet automne, n'ont pas réussi à conclure une convention collective équitable; elles iront en arbitrage. Nous sommes optimistes quant aux résultats qu'il est possible d'obtenir dans cette voie.

Nouveau-Brunswick

Au Nouveau-Brunswick, les conservateurs menaçaient de déclencher une élection provinciale éclair en décembre, mais cette menace semble avoir été repoussée par les résultats des dernières élections fédérales. Le SCFP et ses alliés bâtissent un élan d'opposition aux conservateurs, qui tentent de rallier leurs troupes pour des élections ce printemps.

Entre-temps, la campagne *Négociations vers l'avant* est entrée dans sa troisième phase, au cours de laquelle les sections locales organisent des événements en milieu de travail et adaptent la campagne en fonction de leur contexte de négociation.

Les membres du SCFP 1190 (ouvriers ordinaires et spécialisés) et 1251 (soins et services en établissement) qui travaillent à la buanderie de Saint John ont débrayé le 16 octobre pour protester contre leurs mauvaises conditions de travail et le harcèlement de la part de la direction. Une plainte pour grève illégale a été déposée le même jour. Au terme d'une audience tenue le lendemain, la Commission des relations de travail a rendu une ordonnance de retour au travail. Les employés ont repris leurs postes, mais leur message a été entendu haut et fort : ils n'accepteront pas un environnement de travail toxique et l'employeur doit agir pour changer radicalement son approche de gestion.

À la fin du mois de septembre, l'Association des foyers de soins du Nouveau-Brunswick a communiqué une proposition finale à la CSFSNB et a demandé à la Commission des relations de travail d'ordonner la tenue d'un vote sur celle-ci. La manière dont la proposition a été présentée, sans aucune communication avec le syndicat, constitue une pratique déloyale. Le SCFP a déposé une plainte auprès de la Commission. Au moment de la rédaction du présent rapport, trois sections locales avaient déjà rejeté la proposition finale de l'employeur par une écrasante majorité. Ces résultats ont complètement discrédité le discours des conservateurs selon lequel les dirigeants du SCFP sont déconnectés de leur base. Les membres du CSFSNB méritent des salaires décent; ils sont déterminés à poursuivre leur combat pour l'équité et le respect.

D'ailleurs, le gouvernement du Nouveau-Brunswick ne les respecte pas. La province a fait appel de la décision de la Commission selon laquelle la *Loi sur les services essentiels dans les foyers de soins* est inconstitutionnelle, mais la Cour d'appel a rendu une décision unanime pour rejeter l'appel. En guise de réponse, les conservateurs ont déposé un projet de loi qui rend l'arbitrage obligatoire, mais ils y ont assorti des conditions inacceptables pour le mouvement syndical. Les conservateurs ont reçu des messages clairs des membres du SCFP et des tribunaux : la négociation collective est un droit fondamental; on ne peut pas la contourner !

Atlantique

Nouvelle-Écosse

La campagne *More Caring Hands* du Comité des soins de longue durée du SCFP-Nouvelle-Écosse a été lancée à la mi-octobre à Truro. Le cœur de cette campagne consiste en quinze vidéos qui présentent des entrevues avec des membres, ainsi qu'en une lettre électronique adressée aux députés provinciaux, au premier ministre et au ministre de la Santé. Cette lettre réclame une augmentation du temps de soins directs à 4,1 heures par résident et par jour. Les membres du SCFP 2330 (Manoir Glen Haven) ont participé à un « work-in » en novembre pour démontrer les bienfaits d'un ratio de dotation en personnel de 4,1.

Les travailleurs des soins de longue durée font preuve d'un engagement indéfectible envers les résidents avec lesquels ils travaillent. Ils ont choisi cette profession pour améliorer la vie des personnes âgées. Ces travailleurs en tirent une grande satisfaction. Toutefois, ils font face à une charge de travail ingérable et rentrent souvent chez eux avec un sentiment d'échec, en raison des contraintes liées à la prestation des soins qu'ils devraient fournir. La plupart des employeurs tentent de remédier au problème de pénurie de personnel. Cependant, beaucoup continuent à laisser le premier appel de maladie non remplacé (pour respecter les budgets réduits par le gouvernement), ainsi qu'à obliger le personnel à effectuer des heures supplémentaires. En 2019, 44 % des membres du SCFP ont été contraints d'accepter des quarts d'heures supplémentaires dont ils ne voulaient pas.

Le SCFP-Nouvelle-Écosse, la Coalition néo-écossaise de la santé, le Centre canadien de politiques alternatives, le NPD, d'autres syndicats et des groupes communautaires réclament du gouvernement libéral qu'il cesse d'avoir recours aux partenariats public-privé (PPP), en particulier pour les infrastructures de santé. À cause de cette pression, le gouvernement provincial a annoncé en novembre qu'il changerait de cap : les deux nouveaux centres de santé au Cap-Breton ne seront pas construits en PPP. C'était la bonne décision : l'intérêt des Néo-Écossais réside dans le financement, l'entretien et l'exploitation publics des infrastructures publiques.

Nous espérons maintenant que le gouvernement prendra la même décision pour le projet de réaménagement de l'hôpital QEII à Halifax. En octobre, dans le cadre de la campagne anti-privatisation du SCFP-N.-É., le CCPA-N.-É. publiait un rapport intitulé *Shrouded in Secrecy : The Queen Elizabeth II Hospital Redevelopment and the*

Privatization of Nova Scotia's Health Care Infrastructure (ce qui donnerait en français « Sous le secret : Le réaménagement de l'hôpital Queen Elizabeth II et la privatisation de l'infrastructure des soins de santé en Nouvelle-Écosse »). Ce rapport identifie plusieurs problèmes, notamment le manque de transparence et d'imputabilité, et le financement privé qui est supérieur de 125 % à un emprunt comparable de l'État.

Terre-Neuve-et-Labrador

À Terre-Neuve-et-Labrador, la tournée provinciale *Boots on the Ground* (« Du monde sur le terrain ») du mois de septembre a connu un franc succès. L'équipe du SCFP a parcouru 8 000 kilomètres et a tenu 18 rencontres avec des membres de Labrador City à Burgeo, St. Anthony, Grand Falls-Windsor, Marystown et de toutes les communautés entre ces points. Les membres du SCFP se sont réunis pour dire qu'ils ne reculeraient pas.

La phase suivante de la campagne consistait à organiser une séance de stratégie en novembre. Celle-ci a réuni des douzaines de membres de comités de négociation de 23 sections locales de la province, qui représentent 3 800 membres œuvrant dans la santé, l'éducation, le logement, l'Assemblée législative, les bibliothèques et les maisons de groupe et de transition. Elle a aussi attiré des représentants d'autres secteurs. L'équipe de négociation a discuté des propositions, de la mobilisation des membres et de la politique de négociation sans concession du SCFP en vue des négociations à venir avec le gouvernement. Le message est le suivant : nous sommes prêts!

En octobre, des membres du 4745 (Bay St. George Long Term Care) ont organisé une manifestation pour protester contre les heures supplémentaires extrêmes obligatoires et l'incapacité du gouvernement provincial à remédier à la pénurie de personnel. Le syndicat et l'employeur ont tous deux demandé au gouvernement d'accroître les possibilités de formation par l'intermédiaire du College of North Atlantic. Toutefois, cette question n'a pas été résolue et nos membres souffrent actuellement de stress et d'épuisement face à cette situation qui dure depuis deux ans. La manifestation a attiré de nombreux citoyens.

Les travailleurs de St. Patrick's Mercy Home and Glenbrook Lodge, membres du SCFP 879, ont appris cet automne qu'Eastern Health prévoyait de sortir l'essentiel du blanchissage de ses installations et de supprimer des emplois. Cela les a pris à revers, puisque Eastern Health avait affirmé à plusieurs reprises que le service actuel et l'efficacité du personnel interne ne posaient aucun problème. Les travailleurs des foyers de soins ont parlé publiquement de ce que cela fait de perdre son emploi sans une explication détaillée de la part de l'employeur; ils ont organisé un piquet d'information. Les conséquences de ces pertes d'emplois seront considérables pour les communautés dans lesquelles ces travailleurs paient des impôts, se procurent nourriture et logement pour leurs proches et dépensent leur salaire durement gagné dans des entreprises locales.

Partout au pays, on voit des employeurs regrouper et sous-traiter les services de blanchisserie des foyers de soins et des hôpitaux, en prétendant que cela n'aura aucun

impact sur le service. Selon notre expérience, en tant que plus grand syndicat au Canada, c'est faux. Toute perte de services de blanchisserie effectués à l'interne a un effet négatif.

Québec

À l'aube du dépôt du nouveau budget du gouvernement fédéral, le SCFP-Québec et les deux sections locales de l'Office national du film (ONF), SCFP-4835 et SCFP-2656, ont demandé au premier ministre canadien d'augmenter le financement de cette institution qui fait rayonner la culture et le savoir-faire canadien à travers le monde. En effet, ses artisans ont gagné plusieurs prix internationaux parmi les plus prestigieux. Les œuvres produites et distribuées présentent un caractère unique, typiquement canadien. Mais malgré ses résultats impressionnants, l'ONF vit sous respirateur artificiel. Son succès tient aujourd'hui au dévouement de ses employés qui doivent composer avec des budgets faméliques et une grave surcharge de travail. Un coup de barre est essentiel pour sauver ce joyau de notre secteur culturel.

Le gouvernement Legault a déposé un projet de loi visant à abolir les commissions scolaires et à créer des centres de services partagés pour les écoles du territoire. Cette réforme supprime toute forme de démocratie scolaire et bouleverse la stabilité du réseau. Le Conseil provincial du soutien scolaire du SCFP est intervenu en commission parlementaire aux côtés de la FTQ pour livrer ce message : Encore une fois, le gouvernement s'acharne sur des structures sans comprendre la réalité du terrain. Les membres du SCFP qui travaillent en éducation subissent les effets des compressions : surcharge de travail, détresse psychologique, dégradation des conditions de travail. Plutôt que de réinvestir, le gouvernement croit aveuglement pouvoir faire d'autres compressions en abolissant les commissions scolaires.

De meilleures nouvelles nous parviennent du secteur municipal au Québec : la section locale 2566 représentant les employés de Saint-Constant, a négocié une lettre d'entente pour rapatrier à l'interne une partie du déménagement effectué par le privé. Les soumissions ayant augmenté en moyenne de 42%, la Ville a envisagé d'autres options et a vite constaté qu'elle pouvait faire des économies substantielles, soit environ 600 000\$ annuellement, en faisant faire le travail à l'interne. La Ville est aussi convaincue que le travail sera de meilleure qualité.

Un nouveau groupe d'employés du transport public a joint les rangs du SCFP en octobre : la nouvelle section locale 5910 a obtenu l'accréditation pour représenter les 750 chauffeurs et employés d'entretien de la Société de transport de l'Outaouais. Plus de 90% des membres de l'unité ont donné leur appui au SCFP et le Conseil canadien des relations industrielles a pu émettre l'accréditation rapidement. Bienvenue à tous et toutes! Le SCFP est maintenant une force incontournable à Gatineau.

Du côté du secteur public, les membres se mobilisent contre l'application erronée et injuste des règles d'intégration et d'avancement dans les échelles de salaire que fait le gouvernement. Un groupe de militants et militantes a occupé les locaux du Conseil du trésor à Québec à la fin octobre. Cette action met la table pour le début des

négociations, lesquelles se déroulent dans un contexte de pénurie de main d'œuvre et de problème de rétention.

La Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) a tenu son congrès à la fin du mois de novembre et les délégués y ont élu leurs dirigeants. Bonne nouvelle: le vice-président général du SCFP Denis Bolduc est a été élu secrétaire général de la FTQ. Toutes mes félicitations! Sa longue expérience du mouvement syndical, autant dans le secteur privé (à la présidence du SCFP 1450 au Journal de Québec) que dans le secteur public (à la tête du SCFP-Québec) en fera un actif précieux pour la FTQ.

Ontario

En septembre a eu lieu le vote de représentation des travailleurs des services chez Unity Health Toronto (UHT). Le SCFP y affrontait le SEIU. Le SCFP comptait 1 230 membres à St. Joe's et à Providence; le SEIU avait 950 membres à St Mike's. Les résultats du vote ont été extrêmement favorables au SCFP. De plus, cette section locale a une unité de négociation de 32 aumôniers et fournisseurs de soins spirituels à l'UHT que nous avons syndiqués avant la fusion et le vote de représentation. Nous accueillons ces nouveaux membres dans le SCFP 5441, qui représente maintenant 3 300 membres.

Le 24 octobre, le SCFP-Ontario a été informé des modifications proposées aux règlements administratifs de l'OMERS qui allaient être soumises au vote à la réunion de la Société de promotion du 14 novembre 2019. Notre première impression est que ces amendements changeront fondamentalement la gouvernance de l'OMERS depuis que les travailleurs et les employeurs ont obtenu le contrôle conjoint du régime dans la *Loi de 2006 sur le Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario*. Les modifications proposées suppriment le droit des organismes parrains de nommer et de révoquer directement leurs membres à la Société de promotion, retirent l'exigence d'une représentation égale des employés et des employeurs dans les comités de la Société, déclare tous les documents de la Société comme confidentiels et prévoient le passage à un seul président du conseil. Un effort coordonné a été entrepris pour repousser la date du 14 novembre afin de donner aux organismes parrains l'occasion de faire des représentations contre ces changements. La campagne, qui a connu un succès partiel à ce jour, se poursuit.

À la mi-novembre, le gouvernement de l'Ontario a adopté le projet de loi 124 qui autorise les conservateurs de Ford à passer outre aux négociations collectives pour imposer des règlements qui imposent aux travailleurs de première ligne un salaire qui ne peut pas suivre l'inflation. En adaptant le modèle utilisé au Manitoba, la Fédération du travail de l'Ontario et une coalition syndicale provinciale se préparent à lutter contre ce projet de loi draconien à tous les niveaux.

À la fin novembre, j'ai eu l'occasion de me joindre à la délégation du SCFP à Toronto pour le congrès de la Fédération du travail de l'Ontario (FTO). Je félicite la consœur Janice Folk-Dawson, qui a été élue vice-présidente exécutive de la FTO. Avant son élection, Janice était présidente du SCFP 1334 et a également siégé pendant près de deux décennies au conseil exécutif du SCFP Ontario. Elle apporte à son nouveau

rôle au sein de notre mouvement un solide passé de militantisme syndical qui, je le sais, servira bien les travailleuses et travailleurs de l'Ontario.

Manitoba

À la suite des votes de représentation de cet été dans le secteur de la santé, les nouvelles unités de négociation seront en vigueur en décembre. En attendant le transfert officiel, nous travaillons sur les questions de transition et nous nous préparons à la négociation collective, notamment en préparant un sondage pré-négociations auprès de nos membres et en nous préparant aux pourparlers sur les services essentiels avec les employeurs.

La contestation judiciaire de la loi sur le gel des salaires du gouvernement Pallister, la *Loi sur la viabilité des services publics*, a finalement débuté le 18 novembre. Le SCFP est membre du Partenariat pour la défense des services publics, qui est à l'origine de la procédure judiciaire contre cette loi imposée aux travailleurs du secteur public en 2017. Nous nous attendons à un long processus, étant donné notre expérience des contestations de lois similaires qui restreignent les droits garantis par la Charte dans d'autres provinces.

J'ai eu le plaisir de retourner à Brandon à la mi-novembre pour assister au congrès annuel du SCFP-Manitoba. J'ai même eu l'honneur de rendre hommage à la section locale 69, le syndicat des employés municipaux de Brandon, à l'occasion du centenaire. Les délégués au congrès ont élu les nouveaux membres de l'exécutif. Je tiens à féliciter les élus, notamment le nouveau président du SCFP-Manitoba, Abe Araya. Je remercie également Gord Delbridge pour les services qu'il a rendus à nos membres du Manitoba à titre de président intérimaire du SCFP Manitoba.

Saskatchewan

En novembre, le SCFP-Saskatchewan a tenu sa 19e Conférence autochtone annuelle à Regina. Les conférenciers ont parlé des bienfaits des échanges interculturels et intergénérationnels, ainsi que de l'historique de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, notamment du fait que le Canada a voté contre cette déclaration en 2007 et continue d'accuser du retard par rapport aux autres pays en ce qui concerne son adoption, sa mise en œuvre et son application. Les participants ont également élu deux nouveaux membres au Conseil autochtone provincial.

Le Comité directeur des travailleurs de l'éducation a publié un nouveau rapport soulignant la violence croissante à laquelle ses membres sont confrontés. Plus de 1 000 travailleurs du secteur ont participé à une enquête confidentielle qui a révélé que plus de 70 % d'entre eux avaient été victimes de violence au travail au cours des trois dernières années. Près de la moitié des répondants ont constaté une augmentation des incidents depuis trois ans, ce qui correspond aux coupes budgétaires et à l'augmentation de la taille des groupes. Le comité a présenté ce rapport aux législateurs

provinciaux; il fera pression pour que des mesures soient prises à l'échelle provinciale afin de donner suite à ses conclusions.

Le SCFP s'est joint à d'autres syndicats pour inciter le gouvernement à fournir un financement pluriannuel garanti aux organismes communautaires à but non lucratif qui fournissent des services sociaux dans les communautés de la Saskatchewan. Le modèle de financement actuel, qui prévoit un financement un an à la fois, génère beaucoup d'incertitude, autant pour les personnes qui comptent sur ces services essentiels que pour les travailleurs qui les fournissent. Les syndicats demandent aux travailleurs et aux citoyens de signer une pétition adressée aux ministres des Services sociaux, de l'Éducation, de la Santé et de la Justice. Ils se sont rendus à Regina, le 2 décembre, pour remettre une première fournée de signatures.

Alberta

Les attaques contre les services publics, les travailleurs et leurs droits se poursuivent en Alberta.

En octobre, le premier ministre Kenney a présenté un budget qui a considérablement réduit le financement des services publics, avec des coupes d'environ 1,3 milliard de dollars. Dans le secteur de l'éducation, il a coupé l'enveloppe pour la réduction de la taille des groupes et celle pour les services d'aides-éducatrices, ce qui pourrait entraîner des pertes d'emplois. Les établissements d'enseignement postsecondaire ont également vu leur financement diminuer, tandis que les frais de scolarité devraient augmenter de 21 % au cours des trois prochaines années. Les municipalités ont perdu une partie de leur financement, mais elles doivent assumer de nouveaux coûts; l'argent consacré aux projets d'infrastructure indispensables a été réduit de près de 600 000 \$, alors que d'autres projets sont bloqués. De même, dans le secteur de la santé, on reporte des projets d'infrastructure, et il faut absorber des compressions de plus de 200 millions de dollars dans les services et l'exploitation. Dans les services sociaux, Marshall House, à Fort McMurray, a perdu sa subvention pour refuge d'urgence. Elle devra fermer ses portes; nos membres du SCFP 1505 qui y travaillent perdront leur emploi.

Gouverner, c'est faire des choix. Le gouvernement Kenney a clairement choisi de réduire l'impôt sur les sociétés de 4,5 milliards de dollars au lieu d'investir dans la population de l'Alberta.

Bien qu'il ait bloqué divers projets de santé, de transport et d'infrastructure municipale, le gouvernement a annoncé la construction (et l'exploitation) de cinq écoles en partenariat public-privé. Il a transféré le contrôle des investissements des trois plus grands régimes de retraite du secteur public à une société d'État. Et nous pensons que le gouvernement va soit annuler les mesures législatives accordant aux employés le contrôle conjoint de ces régimes de retraite, soit « professionnaliser » les conseils d'administration dans le but d'influer sur la capacité des travailleurs et des syndicats à choisir leurs représentants au sein des conseils.

Le gouvernement a déjà annulé certaines des améliorations apportées aux droits des travailleurs sous le gouvernement Notley. Et il semble prêt à s’immiscer davantage dans le droit des syndicats de défendre les intérêts de leurs membres par le biais d’une législation visant à limiter les activités « politiques ».

Colombie-Britannique

Le 7 novembre, l’Association des professeurs de l’Université du Nord de la Colombie-Britannique s’est mise en grève. Les membres du SCFP 3799 et du SCFP 2278 ont respecté leurs lignes de piquetage et ont manifesté leur solidarité avec les membres du corps professoral et les autres membres du personnel universitaire pendant plus de trois semaines. Depuis, l’Association des professeurs a retiré ses piquets de grève, sans avoir conclu de convention collective, pour permettre aux étudiants de terminer la session d’automne. Nos membres sont donc retournés au travail, mais leur soutien à la grève a fait naître un fort vent de solidarité sur le campus qui, souhaitons-le, aidera les professeurs à régler leur conflit de travail.

Les négociations se poursuivent dans toute la province. Nos 57 unités de négociation du secteur scolaire ont réussi à conclure leurs négociations, tout comme quatre de nos unités universitaires. Nos autres sections locales collégiales et universitaires en sont à diverses étapes du processus de négociation. Et les négociations vont bon train pour les sections locales des municipalités et des bibliothèques de la région métropolitaine de Vancouver.

Le 13 novembre, le SCFP 2950 s’est réuni à l’Université de la Colombie-Britannique pour célébrer le 45^e anniversaire de son prédécesseur, l’Association des employés universitaires et collégiaux (AUCE 1). Après un exposé sur le projet de numérisation, les participants ont visionné en grande première la vidéo « Un syndicat pour les femmes qui travaillent à l’UBC : l’AUCE 1 ». Celle-ci célèbre l’histoire de ce syndicat féministe qui fut le premier à obtenir un congé de maternité entièrement financé, dans leur première convention collective, en septembre 1974. Elle inclut aussi des entrevues avec cinq des membres fondatrices de l’AUCE. Au cours de la période de questions qui a suivi la projection, les membres de l’auditoire ont pu en apprendre davantage sur la campagne de recrutement et le premier contrat, grâce au récit des trois fondatrices qui étaient présentes.

Cette activité était l’aboutissement d’un projet qui a débuté avec 43 boîtes de documents d’archives dont la section locale a pris possession, puis qu’elle a catalogués et numérisés, avec l’aide financière du Programme de numérisation de l’histoire de la Colombie-Britannique. La collection numérique est accessible à tous via les collections ouvertes de la bibliothèque de l’UBC à l’adresse suivante :

<https://open.library.ubc.ca/collections/auce>.

Le 26 novembre, la Colombie-Britannique est devenue la première administration au pays à adopter une loi mettant en œuvre la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA). Cette loi, qui s’appliquera à toutes les lois provinciales existantes et nouvelles, exige que les peuples autochtones soient inclus

dans les décisions qui affectent leurs droits. Elle a été développée en collaboration avec le Conseil des leaders des Premières Nations de la Colombie-Britannique. Nous espérons que le gouvernement fédéral fera bientôt de même.

Syndicat des employés d'hôpitaux (SEH)

Le SEH continue de pousser le gouvernement provincial à résoudre les problèmes qui se multiplient dans le secteur des soins de longue durée en raison des difficultés financières que connaît l'assureur chinois Anbang Insurance Group, qui a acheté Retirement Concepts en 2016.

Il y a dix-huit mois, Anbang a été placée sous le contrôle direct d'un organisme de réglementation du gouvernement chinois. Le 30 septembre, la Colombie-Britannique a placé sous tutelle un établissement de Retirement Concepts, le Comox Valley Seniors Village. À la fin du mois de novembre, à la suite d'une enquête et des pressions persistantes du SEH, ce fut au tour du Nanaimo Seniors Village.

Le SEH avait sonné l'alarme à propos de problèmes dans ces deux établissements, notamment des pénuries systémiques de personnel causées en partie par les bas salaires versés aux aides-soignants et aux infirmières auxiliaires autorisées.

Transport aérien

La division du transport aérien a tenu sa conférence biennale en octobre, avant le début du congrès national du SCFP. C'était l'occasion pour la Division de revoir sa gouvernance et d'y apporter des changements. Ainsi, elle sera mieux équipée pour coordonner les campagnes et les initiatives sectorielles. Félicitons ses dirigeants pour le travail considérable accompli dans le cadre de cette importante révision de la gouvernance et des règles démocratiques.

Les sections locales et les composantes qui représentent les agents de bord d'Air Canada, d'Air Canada Rouge, de WestJet, de WestJet Encore, de Swoop et de Sunwing ont exprimé collectivement leurs préoccupations à Boeing en ce qui a trait à la sécurité du 737 Max. Au nom des 14 000 membres du SCFP qui pourraient être appelés à travailler à bord de ces avions, les présidents des sections locales et des composantes ont invité le PDG de Boeing à leur prouver que ce modèle peut voler en toute sécurité. En solidarité avec nos homologues américains qui ont exprimé de sérieuses réserves concernant la remise en service du 737 Max, le SCFP a demandé que toutes les informations soient divulguées et que Boeing fournisse des données factuelles sur les mesures prises pour assurer la sécurité de l'appareil. Les problèmes systémiques de sécurité chez Boeing, dans le cadre du programme Max, sont troublants. Cette société doit maintenant regagner notre confiance.

Rapport sur le recrutement

Du 1^{er} septembre au 31 décembre 2019, le SCFP a accueilli 2 645 nouveaux membres répartis dans 22 unités de négociation nouvellement accréditées. Les membres du personnel et les membres-organiseurs ont syndiqué 61 personnes dans le secteur de l'éducation, 78 dans les universités, 115 dans les soins de longue durée, 1 077 dans la santé, 251 dans les municipalités, 224 au SEH, 230 dans les services sociaux et 710 dans les transports.

Nous participons présentement à 27 nouvelles campagnes qui, si elles réussissent, accroîtront notre effectif de 8 330 membres. Devant les commissions des relations de travail du pays, nous avons 5 demandes d'accréditation actives visant 500 nouveaux membres.

Le quatrième trimestre de 2019 a été extrêmement occupé partout au pays.

Nous continuons à axer nos efforts sur les secteurs des soins de longue durée au Nouveau-Brunswick, tout en faisant un recrutement général dans les sections locales existantes.

Au Québec, les 710 chauffeurs d'autobus, mécaniciens et employés de garage et de l'entretien de la Société de transport de l'Outaouais – ont décidé d'adhérer au SCFP. Le CCRI a émis l'accréditation le 30 octobre dernier et ces travailleurs sont maintenant membres du SCFP 5910. Le SCFP est maintenant l'agent négociateur des 83 cols bleus et brigadiers scolaires au service de la Ville de Thetford Mines. Ces employés étaient auparavant représentés par la FISA (Fédération indépendante des syndicats autonomes). Le 5 septembre, une nouvelle unité de négociation a été ajoutée au SCFP 2706, qui représente 78 employés au service du complexe touristique Dam-en-Terre.

En Ontario, la restructuration amorcée par le gouvernement conservateur dans la plupart des secteurs représentés par le SCFP nous oblige à consacrer nos ressources de recrutement à des campagnes qui renforceront la situation de notre syndicat dans les prochains votes de représentation.

Le Manitoba se prépare activement à la prochaine série de votes dans le secteur de la santé. Après plusieurs mois d'efforts, le SCFP a réussi à syndiquer les travailleuses et travailleurs des foyers de soins en établissement et transitoires de CBI Health Group, à Saskatoon. Ce nouveau milieu de travail en rapide croissance emploie présentement un peu plus de 200 travailleuses et travailleurs du soutien communautaire, éducatrices de la petite enfance, IAA et auxiliaires familiales. Le SCFP a remporté presque à l'unanimité le vote par scrutin secret, dont le décompte a eu lieu le 14 août 2019. La Commission des relations de travail a rendu l'ordonnance d'accréditation le 21 août 2019.

En Alberta, nous constatons une hausse des appels partout dans la province, en particulier dans le secteur des municipalités, pour obtenir de l'information sur la procédure de syndicalisation dans les milieux de travail.

Personnel retraité

- Robert Gingras
Secrétaire
Bureau régional de Québec
- Léopold Arseneault
Conseiller syndical
Bureau de Dalhousie
- Evelyn Wilson
Secrétaire
Bureau de London
- Stanley « Stan » Marshall
Directeur général
Bureau national
- Francis (Alex) Somerville
Conseiller syndical
Bureau régional de l'Atlantique

Mouvement syndical

- Douglas O'Halloran
Président - Alberta
TUAC 901

En toute solidarité,



MARK HANCOCK
Président national

:ms/sepb 491
Le 8 janvier 2020